

Table des matières

1.	Environnement : Beaucoup de feux rouges et peu de feux verts	2
2.	Réformes économiques : Plus de concurrence, plus de soutien aux femmes	3
3.	Migration: Plus de gens qualifiés, moins de fuites des cerveaux	4
4.	Développement : Plus d'argent, moins d'aide	5
5.	<i>Banking on Development:</i> Plus privé, moins public	6
6.	Aid for Trade : Plus d'aide pour plus de commerce	6
7.	Politiques sucrières de l'Union européenne: Moins de subventions, plus de commerce	7
8.	Tourisme: Moins de montagnes, plus de plages	8
9.	Marché du travail: Plus de malades, moins d'actifs	8
10.	Classement des économies: Plus de compétition, moins de pouvoir d'achat	9
11.	Calendrier OECD	10
12.	Publications à paraître	10

## 1. Environnement : Beaucoup de feux rouges et peu de feux verts

Le 5 mars, le Premier ministre norvégien Jens Stoltenberg et le Secrétaire général de l'OCDE Angel Gurría ont présenté à Oslo les [« Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2030 »](#). Cette volumineuse publication présente et chiffre de différents scénarios à l'horizon 2030 dans le domaine du changement climatique (CO2), de la biodiversité et de l'eau. Les principaux défis environnementaux pour l'avenir sont présentés selon un système de « feux de signalisation », où les feux rouges prédominent nettement. Le rapport arrive toutefois à la conclusion que ces défis sont jouables et le coût des mesures à prendre est abordable. Les pays de l'OCDE et surtout les grands pays émergents que sont le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine (BRIC) doivent y participer, et coordonner plus étroitement leurs politiques.

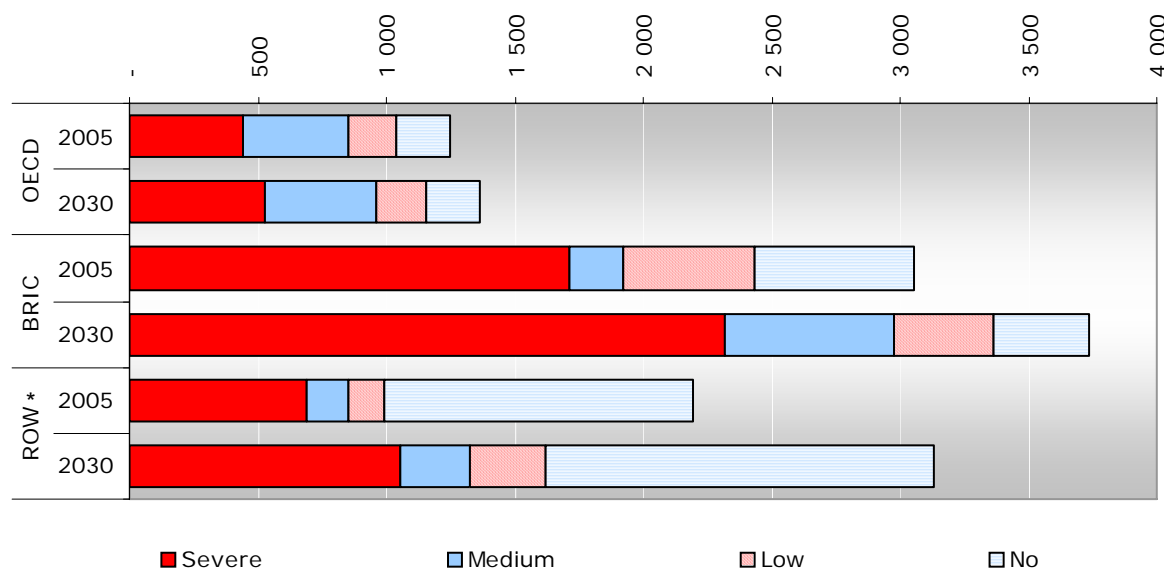
Sans changements de grande envergure, l'augmentation de la pollution environnementale va, dans les prochaines décennies, causer des effets irréversibles. Ainsi, sans l'introduction de nouvelles mesures, les gaz à effet de serre augmenteront de 37% entre 2005 et 2030. Dans le cas des BRIC, leur production de gaz à effet de serre augmentera de 46% durant ce laps de temps, et atteindra le niveau de production de l'ensemble des trente pays Membres de l'OCDE. Afin de satisfaire la demande alimentaire et la demande de biocarburants, la surface agricole utile doit

s'accroître jusqu'en 2030, au niveau mondial, de 10%. Dès lors, la surface occupée par des forêts en Asie du Sud-Est pourrait se réduire, jusqu'en 2030, de 68%, de 26% en Chine, de 24% en Afrique et de 20% en Europe de l'Est. Environ la moitié de la population souffrira alors de stress hydrique.

Selon le rapport, la série de mesures envisagées pour lutter contre les principaux dommages écologiques ne devrait coûter que 0.03% à la croissance annuelle mondiale, tandis que le coût de l'inaction aurait un prix plus élevé. L'économie politique du changement climatique est délicate: les politiciens doivent accepter aujourd'hui le risque politique attaché à leurs réformes, sans pouvoir profiter des retombées positives, qui n'apparaîtront que beaucoup plus tard, lorsqu'une nouvelle génération récoltera les fruits de ces réformes. Il est impopulaire d'augmenter le prix des ressources fossiles afin d'y intégrer le coût écologique. Tout comme il est difficile de durcir la régulation domestique vis-à-vis de firmes qui sont déjà soumises à une très vive concurrence internationale. Les [« Perspectives de l'environnement »](#) offrent aux amateurs une information très détaillée sur ce thème d'actualité, et recèle une multitude de données statistiques.

[>Table des matières](#)

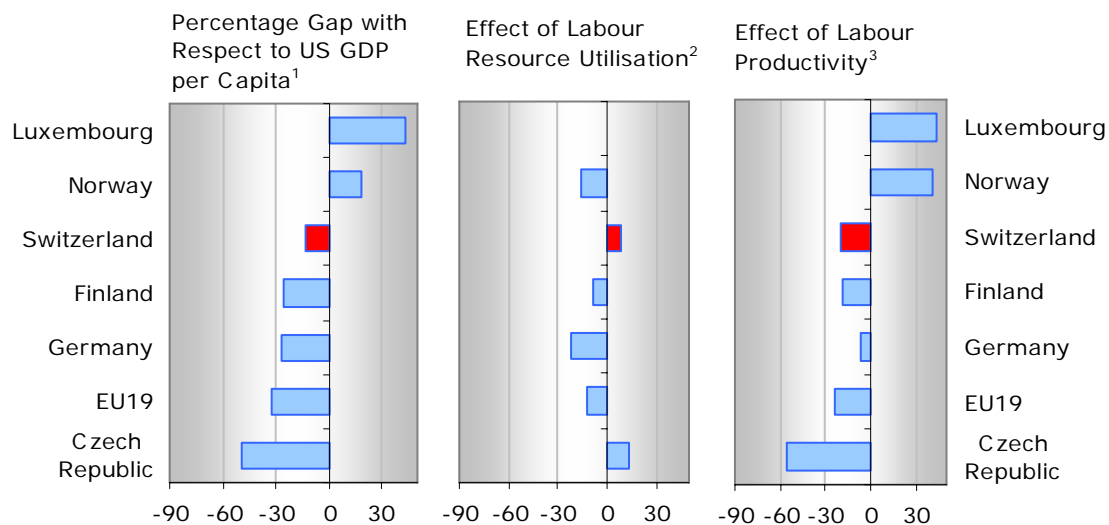
**People Living in Areas of Water Stress, by Level of Stress, 2005 and 2030**  
(mio. people)



\*ROW=Rest of World

## 2. Réformes économiques : Plus de concurrence, plus de soutien aux femmes

### The Sources of Real Income Differences (USA = 0) 2006



1. Based on 2006 purchasing power parities (PPPs)

2. total number of hours worked per capita.

3. GDP per hour worked.

Pour la troisième fois, l'OCDE publie ce rapport faisant l'état des réformes dans ses Etats membres. Dans la perspective d'assurer la croissance et de garantir la durabilité du financement de l'Etat providence, [«Going for Growth 2008»](#) identifie cinq domaines prioritaires des réformes dans chaque pays. La Suisse connaît toujours un haut niveau de prospérité (cinquième place après le Luxembourg, la Norvège, les Etats-Unis et l'Irlande), même si les taux de croissance suivent, depuis des décennies, un développement inférieur à la moyenne OCDE (voir l'article 10).

La croissance pourra être atteinte grâce à une augmentation plus importante encore de la productivité du travail et grâce à davantage d'emploi. Il est surprenant de constater à quel point les différences continuent à persister entre les pays membres de l'OCDE quant à l'évolution de ces deux composantes de la croissance. Si la rigidité des marchés en Belgique, en France et aux Pays-Bas maintient à un bas niveau le taux d'occupation en tant que facteur de la croissance, en Suisse, au Japon et dans les pays nordiques c'est au contraire la contribution modeste de la productivité du travail à la croissance qui est déterminante.

Concrètement, le principal facteur de frein à la croissance en Suisse est toujours constitué par l'absence de concurrence sur le marché interne, en particulier dans les industries de l'énergie, du trafic et des communications. Depuis plusieurs années, l'OCDE demande la suppression des entraves au marché dans les secteurs de la télécommunication, de la poste et de l'énergie afin d'accroître l'efficacité et la productivité. Cette exigence est au moins partiellement satisfaite suite à l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur le marché de l'électricité. L'OCDE table aussi sur une nouvelle impulsion de la croissance provenant d'une amélioration de la participation d'une femme aux marchés du travail. La disponibilité de places dans les crèches pour les enfants en bas âge ainsi que dans le cadre de l'école pourrait permettre une meilleure intégration des femmes dans le monde du travail. De manière générale, l'OCDE mentionne des progrès évidents, même si ces derniers se font à des vitesses différentes. Ainsi, la libéralisation sur les marchés des biens et les réformes dans les domaines de l'éducation et de la politique fiscale se fait plus vite que les réformes sur les marchés du travail.

> [Table des matières](#)

### 3. Migration: Plus de gens qualifiés, moins de fuites des cerveaux

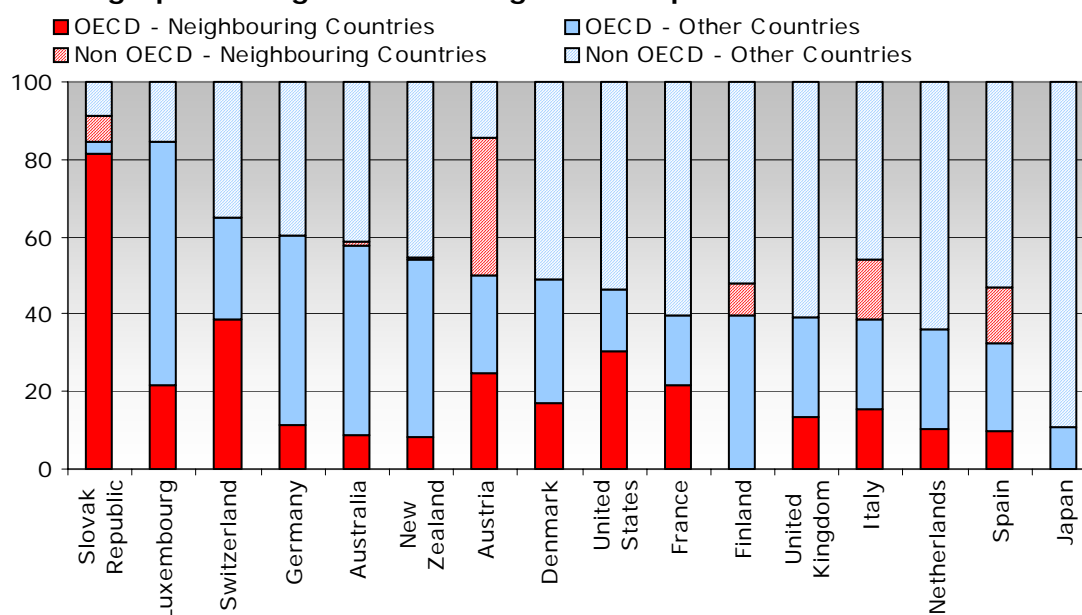
La migration internationale est devenue pour de multiples raisons une priorité dans de nombreux pays. Les changements géopolitiques, les incitations économiques et le vieillissement démographique dans les pays de l'OCDE – et les incitations économiques négatives dans les pays d'origine – ainsi que la multiplication des moyens de transport contribuent à la croissance des flux migratoires au niveau mondial. Ces mouvements de personnes provoquent des inquiétudes politiques dans les pays d'immigration et des craintes de fuite des cerveaux dans les pays d'origine. Des données fiables sont nécessaires pour établir une politique économique et sociale des migrations et l'OCDE essaie pour la première fois de combler ce manque avec sa publication « [Profile of Immigrant Populations in the 21st Century](#) ». Cette publication confirme de nombreuses suppositions, contredit bon nombre de préjugés et surprend avec quelques chiffres étonnants. Globalement 7.5% de la population totale de l'OCDE est née hors de l'OCDE (Luxembourg 32.6%, Suisse 22.6%, Corée 1%). La migration vers l'OCDE concerne autant les femmes que les hommes. 30% des migrants dans l'OCDE sont originaires des autres pays de l'OCDE (dans deux tiers des Etats ce chiffre monte à 40%). En règle générale, le niveau scolaire des migrants est meilleur que celui

de la population des pays d'immigration. Cette population migrante se répartit dans tous les secteurs économiques, et plus particulièrement dans des emplois de services à haute et faible qualification. 40% de tous les migrants (31.4 millions) vivent depuis plus de 15 ans aux Etats-Unis, 10% (8 millions) en Allemagne, Mexico étant le pays le plus important d'émigration (8.4 millions). Les immigrants de pays hors OCDE représentent environ 1.1% de leur population domestique, et environ 5% de la population totale de l'OCDE. Cependant, pour quelques pays, les chiffres de l'émigration peuvent être considérables (Cap Vert 25% et Albanie 20%). Face à un manque d'opportunités économiques chroniques dans de nombreux pays, la jeunesse africaine va continuer à s'exiler dans les prochaines années, et ce phénomène va certainement encore s'amplifier.

L'étude ne constate pas de fuite généralisée des cerveaux des pays en développement vers l'OCDE. Dans les grands pays (Brésil, Chine, Inde et Indonésie), la migration des personnes très qualifiées est faible. Cependant, dans certains secteurs (santé) et dans quelques Etats insulaires (p. ex. dans les Caraïbes), l'émigration des personnes hautement qualifiée peut atteindre 80%.

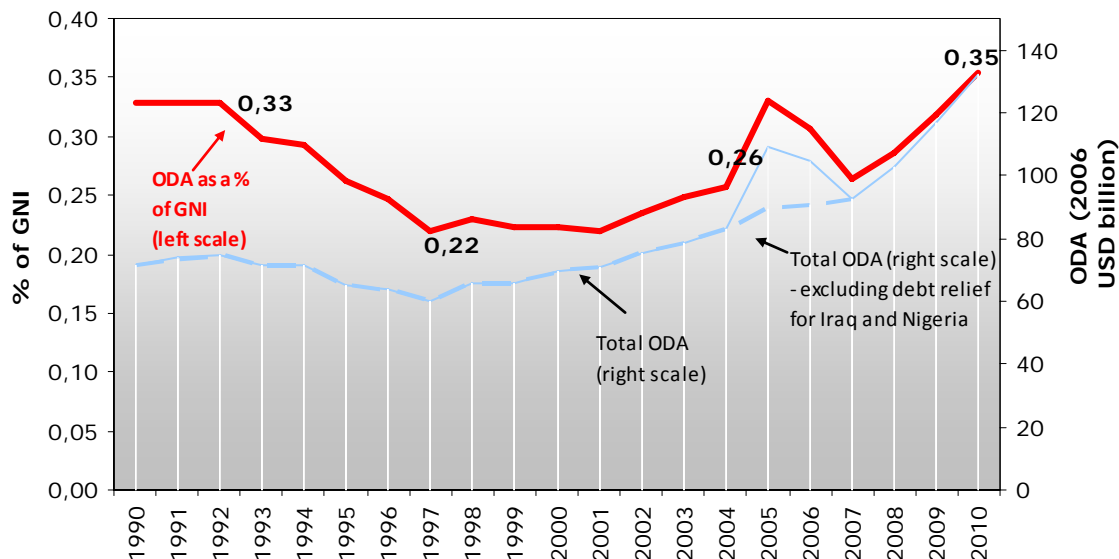
[> Table des matières](#)

**Geographical Origin of the Foreign-Born Population in OECD Countries**



## 4. Développement : Plus d'argent, moins d'aide

**DAC Member's Net ODA 1990-2010**  
(2007-2010: Secretariat Simulations)



Avec le [«Development Co-Operation Report 2007»](#) le Président du Comité d'aide au développement (CAD), Richard Manning, a pris congé de l'OCDE et a quitté la fonction qu'il a occupée pendant plusieurs années. Son regard rétrospectif sur le résultat atteint fait transparaître un bilan très mitigé. Les attentes suscitées par les promesses d'augmentation de l'aide publique au développement (APD) n'ont pas été satisfaites. S'il est vrai que les contributions des pays OCDE ont, au fil des années, augmenté en termes nominaux, le soutien moyen de tous les membres du CAD est, sur une base exprimée en pourcentage du PIB, plus bas en 2006 (0.31% RNB) qu'en 1990 (0.33% RNB). En prenant en considération l'affectation de l'aide, on constate que l'augmentation récente est due à l'annulation de la dette publique (en particulier en Irak et au Nigeria), qui est dans la logique du CAD entièrement assimilé à une APD. De même, l'aide humanitaire, également classée par le CAD, a augmenté durant cette période. L'aide humanitaire classique a pourtant diminuée. Le CAD signale entre 2006 et 2007 une baisse de

0.44 pour cent du RNB au 0.39 pour cent, notamment en raison des augmentations extraordinaires des remises de dette 2005. Parmi les dix pays bénéficiant le plus de l'APD en provenance de l'aide suisse, quatre se situent parmi les pays les moins avancés (PMA). Au total, un cinquième de l'aide bilatérale classique a été destiné à ces pays pauvres. Le [«Development Aid at Glance 2007»](#) a été publié peu avant le Rapport du CAD. Cette publication constitue la deuxième édition d'un recueil de données statistiques concernant la coopération au développement, classées selon une répartition régionale. Cet ouvrage montre en particulier que les facteurs d'ordre politique continuent à exercer une forte influence. L'Irak, la République démocratique du Congo, le Nigeria et l'Afghanistan constituent les quatre plus importants bénéficiaires de l'aide, suivis par le Vietnam, l'Éthiopie, la Tanzanie, la Chine, l'Indonésie et le Pakistan. En 2005, la Chine a encore reçu plus de 1.4 milliards de dollars (2004, moyenne de trois ans) à titre de mesure de soutien.

> [Table des matières](#)

## 5. *Banking on Development: Plus privé, moins public*

Les 28 et 29 février 2008, le Centre de Développement de l'OCDE et le World Economic Forum (WEF) ont organisé conjointement à Genève une [«conférence sur le financement du développement»](#) à l'Institut de hautes études internationales et du développement. Soutenue financièrement par la DDC, cette table ronde, réunissant les secteurs public et public, se devait d'apporter sa contribution à la prochaine Conférence de l'ONU sur le financement du développement qui se tiendra à Doha.

Les représentants des agences de développement, des banques régionales de développement et les gestionnaires de fonds s'accordent tous à dire que, face à la stagnation de flux d'aide publique au développement (APD), l'aide privée va à l'avenir encore gagner en importance. Qui plus est, seulement 12 milliards sur un total de 110 mil-

liards de USD de l'APD aboutissent actuellement en Afrique, selon les statistiques du Comité du développement (CAD) de l'OCDE.

Les flux privés ont besoin de conditions cadres économiques stables et de plus d'investissement dans le « *capacity building* » afin de pouvoir soutenir efficacement les politiques de développement. Dès lors, les banques de développement et les pays donateurs doivent jouer un rôle de catalyseur pour que l'aide privée puisse se déployer. Jouissant du statut de « *preferred creditor* », ces banques et les pays donateurs peuvent jouer un rôle important pour atténuer les risques. Dans ce contexte, plusieurs modèles de « *Public Private Partnership* » ont été discutés lors de la conférence.

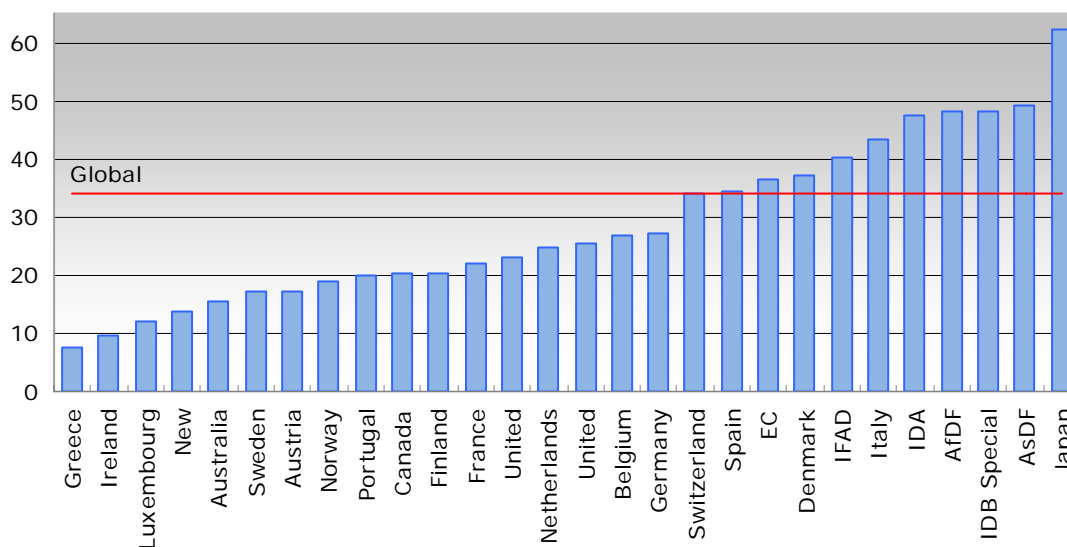
[>Table des matières](#)

## 6. *Aid for Trade : Plus d'aide pour plus de commerce*

L'aide au commerce (*Aid for Trade*) répond à l'appel de la Conférence ministérielle de l'OMC de 2005 à Hong Kong qui visait à étendre l'aide au commerce dans les pays en développement, en particulier dans les pays les moins avancés. L'objectif de cette initiative était d'établir un inventaire des flux actuels d'aide au commerce afin de pouvoir ensuite identifier les lacunes, et améliorer l'efficacité

de cette aide. Ce premier [«Panorama de l'Aide au commerce 2007»](#) est le fruit d'une collaboration entre l'OCDE et l'OMC. La Task Force OMC définit l'aide au commerce comme l'aide publique au développement (APD) servant à financer l'assistance technique et les infrastructures liées au commerce ainsi que l'aide visant à développer les capacités de production.

**Aid for Trade as a Share of Donors' Sector Allocable ODA**  
Average 2002-2005



Entre 2002 et 2005, les donateurs se sont engagés à fournir en moyenne 21 milliards de dollars par an d'aide liée au commerce, dont la moitié pour des infrastructures, 9 milliards pour la promotion des capacités productives, le reste étant alloué à la mise en œuvre des politiques économiques. Les donateurs multilatéraux sont les principaux pourvoyeurs de ce type d'aide, les donateurs bilatéraux ne fournissant que 31% du total. Plus de 60% de l'APD du Japon est orientée vers le commerce, principalement en terme d'infrastructures, et un gros tiers de l'APD allouée sectoriellement de l'Italie, du Danemark, de la Commission européenne et de la Suisse est orienté vers ce secteur. La moitié de cette aide bénéficie aux pays asiatiques, un tiers à l'Afrique, et le reste est distribué en Amérique latine et aux Caraïbes.

La base de données de l'OCDE – *Creditor Reporting System* (CRS) – a été reconnue comme la meilleure source de données pour suivre ces flux d'aide au niveau global, mais elle ne permet pas de subdiviser l'aide au commerce en catégories. Ainsi, si les données permettent de connaître le niveau d'assistance dévolue aux infrastructures de transport, il n'est pas possible de savoir quelle part de ces infrastructures de transport a effectivement un impact sur le commerce. Les donateurs utilisent en effet différentes méthodologies pour identifier leur aide relative au commerce. Dès lors, on se contentera de chiffres au niveau global et de mesurer l'évolution dans le temps du niveau de l'aide des donateurs.

[>Table des matières](#)

## 7. Politiques sucrières de l'Union européenne: Moins de subventions, plus de commerce



Le sucre est l'un des produits agricoles parmi les plus protégés et dont les prix mondiaux sont considérés par beaucoup d'économistes comme n'ayant pas beaucoup de rapport avec les coûts de production des producteurs les plus efficaces. Le

haut niveau de protection de l'industrie sucrière des pays de l'OCDE a permis à ses producteurs de bénéficier de prix qui étaient le double, voire le triple des niveaux mondiaux. Cette politique de subvention a eu pour effet de stimuler la production au sein de l'OCDE et de promouvoir les exportations sur le marché mondial, tandis que les consommateurs de l'OCDE payaient le prix fort pour ce produit de première nécessité, et que les pays en développement voyaient leurs recettes d'exportation se réduire.

Soumise à de fortes pressions, tant internes qu'externes, l'Union européenne a décidé en novembre 2005 d'entreprendre une profonde réforme. Cette réforme prévoit notamment la baisse de 36% du soutien au prix domestique. Dans son étude [«Réforme des politiques sucrières dans l'Union européenne et sur les](#)

[marchés mondiaux](#)», l'OCDE s'est intéressée aux effets attendus de ces nouvelles politiques sucrières.

L'un des effets les plus remarquables est le changement de statut de l'Union de plus grand exportateur de sucre à celui d'importateur net. Le principal gagnant de ce changement est le Brésil qui va pouvoir augmenter ses exportations, d'autres pays – la Thaïlande, l'Australie, l'Afrique du Sud et Cuba – vont également profiter de cette aubaine. Bénéficiant d'accords préférentiels avec l'Union, les pays de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), vont devoir procéder à des ajustements internes. Quant aux importations de sucre en provenance des pays les moins avancés (PMA) jouissant de l'initiative «*Everything But Arms*», elles seront totalement libéralisées dès juillet 2009. L'étude suggère que les exportations des PMA vont remplacer partiellement la production domestique européenne. Enfin, l'OCDE prévoit une augmentation des prix du sucre à court terme, due à la diminution de la production de l'Union européenne. Cependant, les prix mondiaux devraient peu à peu redescendre pour atteindre leur niveau actuel à l'horizon 2015.

[>Table des matières](#)

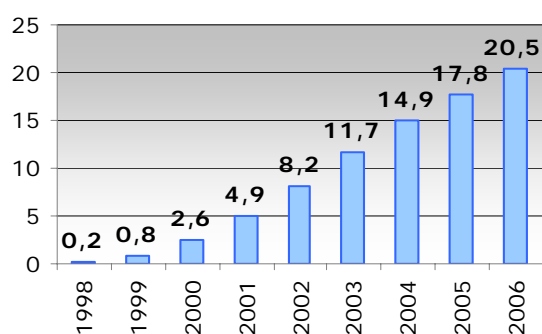
## 8. Tourisme: Moins de montagnes, plus de plages

Peu d'activités économiques ont été aussi profondément et durablement touchées par la globalisation que l'industrie touristique, comme le montre le nouveau rapport de l'OCDE «[Tourism in OECD Countries 2008: Trends and Policies](#)». Jusqu'à la dernière décennie, les pays de l'OCDE possédaient un véritable monopole dans le domaine, aussi bien en termes de destination que comme fournisseurs de services aux voyageurs. Aujourd'hui, l'industrie touristique de l'OCDE est confrontée à des marchés saturés et sa part dans le PIB ne progresse plus. La baisse des coûts de transport a permis l'émergence de nouveaux marchés et de nouveaux produits dans les pays en développement et les pays émergents, où la part du tourisme dans le PIB est en rapide augmentation. Il y a quelques années encore personne n'aurait imaginé que les vacances à la mer en Asie pourraient devenir une sérieuse alternative aux traditionnelles vacances aux sports d'hiver en Europe. Le développement rapide de la classe moyenne dans les pays hors OCDE, aussi bien que la croissance de la population et des

revenus ont eu pour effet d'augmenter de manière spectaculaire le nombre de touristes vers ces nouvelles destinations. En 1948, on comptait dans le monde quelque 25 millions de touristes, ils sont aujourd'hui 800 millions. Certes, la zone OCDE représente encore 60% des activités touristiques mondiales, mais la tendance est en forte diminution. La demande de produits touristiques va encore fortement se globaliser dans les prochaines années, principalement sous la poussée de la clientèle potentielle des pays émergents. Par contre, du côté de l'offre et de la consommation, le tourisme va naturellement rester une activité fondamentalement locale. Industrie à forte intensité en travail, le secteur touristique est sensible à la différence des salaires, ce qui est profitable aux pays hors OCDE. En conséquence, dans de nombreux pays de l'OCDE, la branche touristique se trouve désormais face à des défis et des réformes.

L'industrie hôtelière en crise de la Suisse, où le tourisme représente 6.2 % du PIB, en est un bon exemple. Et ce développement va encore se renforcer sous la pression croissante de l'industrialisation («tourisme de masse», package tours standardisés, offres de dernière minute). Dans ce contexte, l'internet a offert une position de pouvoir au consommateur de produits touristiques, comme dans très peu d'autres domaines. A chaque instant, il a accès aux différents niveaux de la chaîne de valeur, et peut décider lui-même comment, où, quand et à qui il va réserver un service. De 1998 à 2006, le marché On-line de l'Europe occidentale s'est développé de 0.2 à 20.5 milliards d'euros.

**The Western European Online  
Travel Market 1998-2006**



[>Table des matières](#)

## 9. Marché du travail: Plus de malades, moins d'actifs

Suite à la publication du premier volume en 2006, comprenant aussi la Suisse, l'OCDE vient de faire paraître le deuxième volume du rapport «[Maladie, invalidité et travail : surmonter les obstacles](#)». S'inscrivant dans le processus d'analyse entamé en 2005 par l'OCDE et portant sur les possibles réformes

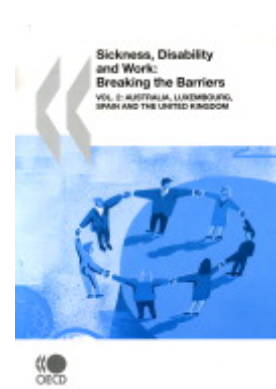
des régimes de maladie et d'invalidité - dans le but d'éviter que l'incapacité devienne synonyme d'empêchement au travail - ce deuxième tome est consacré à l'analyse des politiques en Australie, en Espagne, au Luxembourg et au Royaume-Uni.



Cette étude permet aussi de tirer des conclusions plus générales concernant les pays OCDE. Ainsi, ces derniers dépensent deux fois plus en prestations de maladie et d'invalidité qu'en prestations de chômage. Il s'agit là d'un indice qui est révélateur d'une certaine tendance : les individus percevant des prestations de l'assurance invalidité ne retournent plus au travail. C'est précisément ici que les politiques nationales demeurent déficitaires en matière de formation et d'accompagnement pour la réinsertion dans le monde du travail.

Sur un plan plus spécifique, l'étude révèle que, en 2005 et dans les quatre pays concernés, un montant équivalent à environ 22.5% du PIB a été affecté aux prestations de maladie et d'invalidité. Non seulement le nombre de personnes demandant des prestations

d'invalidité est plus important lorsque le taux de chômage est élevé, de plus, ces mêmes personnes en demandent l'octroi malgré une amélioration de la situation sur le marché du travail. Il en résulte une augmentation continue du nombre des bénéficiaires des prestations d'invalidité, une tendance qui devrait être contrastée par les autorités en réformant les prestations d'invalidité et de chômage. En fin de compte, il faudrait que l'engagement professionnel demeure financièrement intéressant.



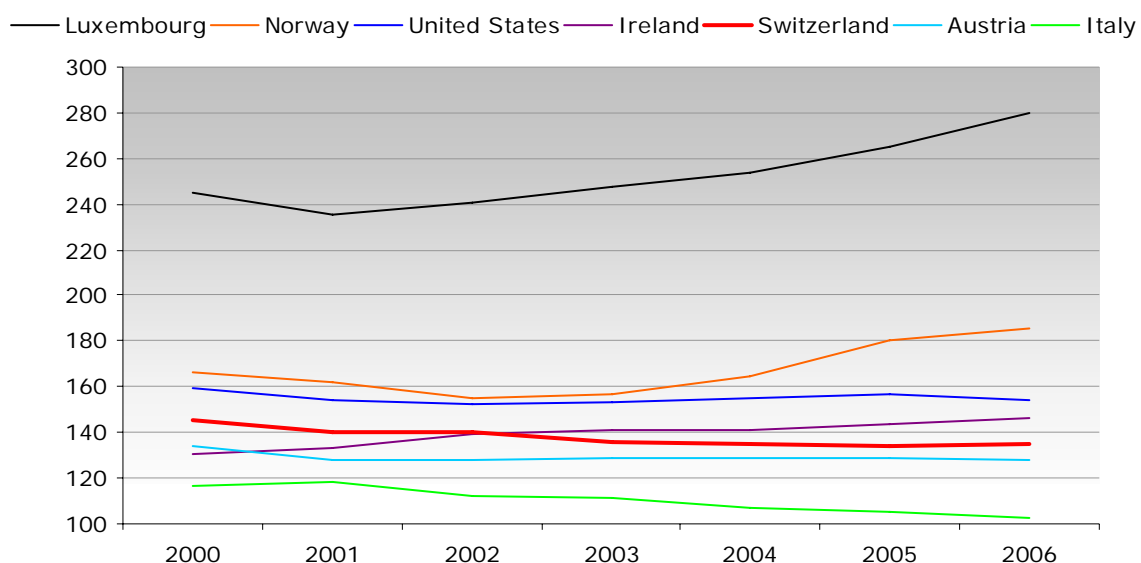
[>Table des matières](#)

## 10. Classement des économies: Plus de compétition, moins de pouvoir d'achat

Les classements des économies ne sont pas faciles à établir, comme le laissent supposer de temps à autres les statistiques. Pour faire des comparaisons entre pays, il est nécessaire d'avoir une monnaie commune, laquelle? Comment comparer les niveaux de vie des différents pays si les PIB nationaux sont évalués à partir de niveaux de prix nationaux? Les économistes ont résolu ce problème, il y a quelques années, en exprimant les PIB nationaux en parité de pouvoir

d'achat, qui tient compte non seulement de la différence de change entre les monnaies, mais également de la différence des niveaux de prix. Par exemple, si l'on considère que la Suisse a un PIB par habitant de 100 et un pays voisin a un PIB par habitant de 50, on pourrait en déduire que la Suisse est deux fois plus riche que son voisin. Si le niveau des prix en Suisse est le double du pays voisin, il apparaît alors les deux pays ont le même niveau de vie.

**Indices of Real GDP per Capita, current PPS**  
European Union=100



Depuis quelques années, l'OCDE et EUROSTAT procèdent sur cette base à la comparaison des PIB de 55 pays, dont les 27 pays de l'Union européenne, les 30 pays de l'OCDE (qui se recoupe avec les pays de l'Union), 6 pays des Balkans ainsi que les pays de la Communauté des Etats Indépendants (composé de 12 anciennes républiques soviétiques), et d'Israël. La récente publication [«Parités de pouvoir d'achat et dépenses réelles»](#) de deux institutions donne les chiffres

consolidés jusqu'en 2005. Selon les nouvelles données disponibles, la Suisse se retrouve derrière le Luxembourg, la Norvège, les Etats-Unis et l'Irlande. La valeur extrêmement élevée du Luxembourg doit cependant être considérée dans le contexte tout à fait particulier du nombre important de travailleurs actifs habitant à l'étranger. Néanmoins, il faut relever que la Suisse a tendance à s'enfoncer vers le bas du tableau.

[>Table des matières](#)

## 11. Calendrier OECD

- ❖ *G20 Ministerial Meeting on Global Warming and Clean Energy*, with participation of the OECD. Chiba, Japon. 14-16 mars 2008
- ❖ *Conference (open to the public): Structural Reform in Europe*. Organised by the OECD Economics Department and the International Monetary Fund (IMF), 17 mars 2008
- ❖ *China Towards 2020: Development Goals and Policy Options, 9th annual meeting of the China Development Forum*, with participation of the OECD Secretary-General Angel Gurría. Beijing, Chine, 23 - 24 mars 2008

[>Table des matières](#)

## 12. Publications à paraître

- ❖ «Taxing Wages 2006-2007», (2007 Edition), 11 mars 2008
- ❖ «Biofuels: Linking Support to Performance», 12 mars 2008
- ❖ «Economic Survey of Germany», 9 avril 2008
- ❖ «Co2 Capture and Storage: A Key Carbon Abatement Option», 30 avril 2008

[>Table des matières](#)

---

Swiss\_OECD\_Info est une publication de la Délégation suisse près l'OCDE, qui paraît cinq fois par an. Les rédacteurs de ce numéro sont: Stefan Flückiger, Johannes Schneider, Melanie Rüegg; Contributions de l'Ambassadeur Eric Martin, Robert Müller, Dominique Jordan, Anton Stadler, Mirko Zambelli.